

DEC 26/2018

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUINZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2017-2018

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 26 septembre 2018

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 26 septembre 2018

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Proposition de virement de crédits n° DEC 26/2018 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2018

E 13465



Conseil de
l'Union européenne

**Bruxelles, le 21 septembre 2018
(OR. en)**

12428/18

FIN 708

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Monsieur Günther OETTINGER, membre de la Commission européenne
Date de réception:	21 septembre 2018
Destinataire:	Monsieur Hartwig LÖGER, président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 26/2018 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2018

Les délégations trouveront ci-joint le document DEC 26/2018.

p.j.: DEC 26/2018



BRUXELLES, LE 21/09/2018

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2018
SECTION III - COMMISSION TITRES: 01, 21, 23, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 26/2018

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 0103 Affaires économiques et financières internationales

ARTICLE - 01 03 02 Aide macrofinancière CP -30 860 225,00

DU CHAPITRE - 2102 Instrument de financement de la coopération au développement (ICD)

ARTICLE - 21 02 09 Programme panafricain visant à soutenir la stratégie commune Afrique-UE CP -1 639 775,00

DU CHAPITRE - 4002 Réserves pour les interventions financières

ARTICLE - 40 02 42 Réserve d'aide d'urgence CE -50 000 000,00

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 2302 Aide humanitaire, assistance alimentaire et préparation aux catastrophes

ARTICLE - 23 02 01 Mise à disposition rapide et efficace d'une aide humanitaire et d'une assistance alimentaire en fonction des besoins CE 50 000 000,00
CP 32 500 000,00

I. PRÉLÈVEMENT

I.1

a) Intitulé de la ligne

01 03 02 - Aide macrofinancière

b) Données chiffrées à la date du 17/09/2018

	CP
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	42 086 000,00
2 Virements	0,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	42 086 000,00
4 Crédits déjà utilisés	0,00
5 Crédits disponibles (3-4)	42 086 000,00
6 Prélèvement proposé	30 860 225,00
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5-6)	11 225 775,00
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1)	73,33 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CP
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 17/09/2018	0,00
3 Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	n/a

d) Justification détaillée du virement

Une partie des crédits de paiement sur la ligne budgétaire étaient prévus pour une subvention accordée à la Moldavie. Toutefois, en raison de l'évolution récente de la situation politique dans le pays, le versement de la subvention sera reporté à 2019. Cela signifie qu'un montant de 31,9 millions d'EUR en crédits de paiement peut être mis à disposition, sur lequel il est proposé d'utiliser 30,9 millions d'EUR pour le renforcement de l'aide humanitaire et 1 million d'EUR dans le cadre du virement global.

Des crédits d'engagement pour un montant total de 31,5 millions d'EUR ont été transférés de cette ligne budgétaire à la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) à hauteur de 20 millions d'EUR (DEC 17/2018) et à l'instrument de financement de la coopération au développement (ICD) à hauteur de 11,5 millions d'EUR (DEC 18/2018).

I.2

a) Intitulé de la ligne

21 02 09 - Programme panafricain visant à soutenir la stratégie commune Afrique-UE

b) Données chiffrées à la date du 17/09/2018

	CP
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	105 041 165,00
2 Virements	0,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	105 041 165,00
4 Crédits déjà utilisés	33 952 966,40
5 Crédits disponibles (3-4)	71 088 198,60
6 Prélèvement proposé	1 639 775,00
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5-6)	69 448 423,60
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1)	1,56 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CP
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 17/09/2018	0,00
3 Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	n/a

d) Justification détaillée du virement

L'excédent sur cette ligne budgétaire vient du fait que l'Union africaine (UA), en tant qu'agence d'exécution, a accumulé les retards dans l'attribution des bourses de recherche de l'Union africaine. La passation des contrats n'interviendra que fin décembre 2018 et aucun paiement ne devrait donc intervenir avant 2019.

En outre, pour le projet «Dépenses d'appui à l'Union africaine - 3», la mise en œuvre du programme de travail annuel 2018 indique que les dépenses éligibles engagées par la commission de l'UA sont moins élevées que prévu.

I.3

a) Intitulé de la ligne

40 02 42 - Réserve d'aide d'urgence

b) Données chiffrées à la date du 17/09/2018

	CE
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	344 600 000,00
2 Virements	-171 697 884,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	172 902 116,00
4 Crédits déjà utilisés	0,00
5 Crédits disponibles (3-4)	172 902 116,00
6 Prélèvement proposé	50 000 000,00
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5-6)	122 902 116,00
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1)	14,51 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CE
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 17/09/2018	0,00
3 Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	n/a

d) Justification détaillée du virement

Conformément à l'article 9 du règlement fixant le cadre financier pluriannuel, la réserve pour aides d'urgence est destinée à permettre de répondre rapidement à des besoins d'aide spécifiques de pays tiers, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget, en priorité pour des actions à caractère humanitaire, mais aussi pour la gestion civile d'une crise et la protection civile, et pour des situations dans lesquelles les flux migratoires exercent une pression particulière aux frontières extérieures de l'Union lorsque les circonstances l'exigent.

II. RENFORCEMENT

II.1

a) Intitulé de la ligne

23 02 01 - Mise à disposition rapide et efficace d'une aide humanitaire et d'une assistance alimentaire en fonction des besoins

b) Données chiffrées à la date du 17/09/2018

	CE	CP
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	1 026 028 642,00	1 040 825 501,00
2 Virements	174 294 634,00	232 500 000,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	1 200 323 276,00	1 273 325 501,00
4 Crédits déjà utilisés	1 148 694 634,00	965 716 318,81
5 Crédits disponibles (3-4)	51 628 642,00	307 609 182,19
6. Renforcement demandé	50 000 000,00	32 500 000,00
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5+6)	101 628 642,00	340 109 182,19
8 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1)	4,87 %	3,12 %
9 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CE	CP
1 Crédits disponibles en début d'année	314,12	91 116,59
2 Crédits disponibles à la date du 17/09/2018	314,12	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	0,00 %	100,00 %

d) Justification détaillée du virement

Depuis février 2018, la situation dans la région du Sahel se dégrade rapidement en ce qui concerne l'alimentation et la nutrition, ainsi que d'autres besoins engendrés par les conflits et les déplacements forcés de populations au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigeria, au Cameroun et au Tchad.

Plusieurs nouveaux facteurs de crise ont contribué à cette détérioration:

- Le conflit armé au Mali et dans les pays voisins s'est intensifié au deuxième trimestre de 2018 et s'est encore étendu au centre du Mali, dans le Nord du Burkina Faso et dans l'Ouest du Niger, ce qui a provoqué de nouveaux déplacements forcés et de nouveaux problèmes d'accès aux services de base. Dans l'ensemble de la région, ce sont au total 3,1 millions de personnes qui ont été déplacées en raison des conflits et d'actes de violence;
- Depuis le mois d'avril, des tensions intercommunautaires, sources de violences, sont apparues dans plusieurs pays;
- Des inondations frappent le Niger, le Mali et le Nigeria depuis la mi-août, créant des besoins dont l'évaluation est en cours;
- Au Niger, au Nigeria et au Tchad, une importante épidémie de choléra s'est également propagée ces derniers mois, tandis que l'accès aux centres de santé est empêché par les conflits, l'insécurité générale et la violence;
- Les prix des denrées alimentaires de base sont restés anormalement élevés jusque tard dans l'année 2018. Ce facteur aggravant inattendu limite l'accès des populations les plus vulnérables aux denrées alimentaires.

Les facteurs cités ci-dessus ont conduit à une grave crise alimentaire et nutritionnelle régionale, marquée par un niveau très important de besoins urgents imprévus et non satisfaits. Selon une analyse de la sécurité alimentaire dans la région, au mois de juin 2018, on constatait une augmentation considérable de la population ayant besoin d'une aide alimentaire d'urgence. On estime que 12 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence pendant la basse saison, qui a débuté dès le mois de février dans les régions pastorales et au mois de mai dans les régions agricoles. 4,2 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ont besoin d'un traitement indispensable à leur survie.

La situation générale et les perspectives au Sahel sont encore assombries par les caractéristiques que revêt cette année la saison des pluies, qui a commencé tard dans toute la ceinture du Sahel et a été marquée par une alternance de longues périodes sèches et de fortes précipitations, ce qui limite les espoirs pour la prochaine récolte.

Au 23 août 2018, les plans de réponse humanitaire de l'ONU étaient largement sous-financés: Burkina Faso 43,7%, Tchad 32%, Mali 31,2%, Mauritanie 43,4%, Niger 39,6%, Cameroun 24,7% et Nigeria 48,6%.

Un montant de 50 millions d'EUR en crédits d'engagement est donc demandé en sus des 185,45 millions d'EUR déjà programmés pour cette crise en 2018. Un montant de 32,5 millions d'EUR en crédits de paiement est également demandé pour couvrir le préfinancement nécessaire en 2018.

Au 10 septembre, le taux d'exécution global des crédits inscrits au chapitre 23 02 (Aide humanitaire) s'établissait à 96 % pour les engagements et à 75 % pour les paiements. Le solde, soit 42 millions d'EUR, figurant dans la réserve opérationnelle doit être préservé pour permettre de faire face aux crises urgentes jusqu'à la fin de l'année.

La Commission a cherché des crédits disponibles auprès d'autres domaines politiques de la rubrique 4 et a pu en trouver à hauteur de 32,5 millions d'EUR en crédits de paiement. Par conséquent, la Commission sollicite la mobilisation de la réserve d'aide d'urgence pour un montant de 50 millions d'EUR en crédits d'engagement.

ANNEX

COMMISSION TRANSFER PROPOSALS RELATED TO THE EMERGENCY AID RESERVE IN 2018

The table below shows the transfer proposals transmitted to the Budgetary Authority to date during 2018 which relate to the Emergency Aid Reserve (EAR), and the remaining amount of the EAR reserve following the approval of these proposals.

Transfer Ref	Content	Commitment Appropriations from 2018 Reserve (EUR)	Commitment Appropriations from Reserve carried-over (EUR)	Payment Appropriations from 2018 Reserve (EUR)
	Initial appropriations	344.600.000	61.705.366	344.600.000
DEC 07	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for the Rohingya crisis		23.403.250	15.021.500
DEC 08	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Somalia	11.697.884	38.302.116	50.000.000
DEC 09	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Yemen	40.000.000		40.000.000
DEC 12	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Ethiopia	35.000.000		35.000.000
DEC 13	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Democratic Republic of Congo	25.000.000		25.000.000
DEC 14	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Sudan	10.000.000		10.000.000
DEC 15	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Lake Chad Basin Countries: Chad, Cameroon and Nigeria	30.000.000		30.000.000
DEC 16	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Afghanistan	20.000.000		20.000.000
DEC 25	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Yemen	47.800.000		-
DEC 26	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Sahel	50.000.000		-
DEC 27	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Palestine	10.000.000		-
	Total of Proposals	279.497.884	61.705.366	225.021.500
	Remainder	65.102.116	0	119.578.500
	Total remainder of commitment appropriations	65.102.116		